Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 029-242900751-20260924-2026_09_145-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU FINISTERE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

Pays de Landivisiau
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
séance du 22 septembre 2026

Délibération n°2026-09-145

Date de convocation : 16 septembre 2026

Conseillers en exercice : 45	Présents : 39	Votants : 42

Répartition 2026 du fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC) entre les communes et la CCPL

L'an deux mille vingt-six, le 22 du mois de septembre à 18 heures, le conseil communautaire de la Communauté de communes du pays de Landivisiau, régulièrement convoqué, s'est réuni à Bodilis, salle multifonctions, sous la présidence de M. Henri BILLON, Président.

Présents	M. DUFFORT Jean-Philippe, M. MIOSSEC Gilbert, M. LE BORGNE Laurent, Mme HENAFF Marie Claire, M. POSTEC Jean-Yves, Mme CARRER Bernadette, Mme QUELENNEC Marie-Françoise, M. POT Dominique, Mme POULIQUEN Marie-France, M. GUEGUEN Guy, M. ABALAIN Jean-Luc, Mme GUILLERM Elisabeth, Mme MARTINEAU Gaëlle, M. POSTEC Jean-Luc, Mme CRENN Nadia, Mme AUFFRET Eliane, M. RAMONET Thierry, M. MARCHAL Thierry, Mme TORRES Sonia, M. PHELIPPOT Samuel, M. LOAËC Eric, Mme KEROUANTON Rachel, Mme MARY Emmanuelle, M. LE SCANF David, M. SALIOU Sébastien, Mme GRALL Marie-Laure, Mme PICART Sophie, M. JEZEQUEL Sébastien, Mme SAINT-BLANCARD Céline, Mme PERON Morgane, M. GILET Yves-Marie, M. SAOUT Erwan, Mme BOURMAUD Nadège, M. POLARD Matthieu, Mme L'ERROL Marion, Mme LEGAL Juliette, M. ROPERT Benjamin, M. PINSON CHAGNIOT Estéban
Ont donné procuration	M. JEZEQUEL Jean à Mme QUELENNEC Marie-Françoise M. BODIGUEL Robert à M. POLARD Matthieu M. GAUNEZ Romain à Mme GUILLERM Elisabeth
Absent(s) excusé(s)	M. MOAL Pierre-Yves M. PLOUZANE Philippe Mme GEORGELIN Anne-Catherine

Participe aussi à cette séance, M. FLOCH Erwan, directeur général des services

Secrétaire de séance : Mme PICART Sophie

Le quorum étant atteint, l'Assemblée peut délibérer valablement.

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 029-242900751-20260924-2026_09_145-DE

I. Rappel règlementaire

Conformément aux orientations fixées par le Parlement en 2011 (article 125 de la loi de finances initiale pour 2011), l'article 144 de la loi de finances initiale pour 2012 a institué un mécanisme de péréquation horizontale, consistant à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

Les intercommunalités sont l'échelon de référence : la mesure de la richesse se fait de façon consolidée à l'échelon intercommunal en agrégeant la richesse de l'EPCI avec celle de ses communes membres par le biais du potentiel financier agrégé (PFIA).

Le conseil communautaire dispose d'un délai de deux mois à compter de la notification de la Préfecture pour délibérer sur la répartition du FPIC.

II. Contribution du territoire au titre du FPIC 2026

Pour la 2ème fois, l'ensemble intercommunal composé de la Communauté de communes du Pays de Landivisiau et ses 19 communes membres, est contributeur en 2026.

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Contribution au FPIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-214 931 €	-299 637 €

III. Reversement au profit du territoire au titre du FPIC 2026

Comme les années précédentes, l'ensemble intercommunal composé de la Communauté de communes du Pays de Landivisiau et ses 19 communes membres, est bénéficiaire en 2026, à hauteur de 846 400 € en 2026.
L'évolution du reversement dont bénéficie l'ensemble intercommunal au FPIC ces dernières années est la suivante :

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
FPIC perçu	921 181 €	949 297 €	964 268 €	980 315 €	927 038 €	886 041 €	834 851 €	846 400 €
Variation annuelle	+4%	+3%	+1,6%	+1,7%	-5,4%	-4,4%	-5,8%	+1,4%

IV. Les modes de répartition

Le conseil communautaire a le choix entre trois modes de répartition :

l - Conserver la répartition dite de « droit commun », proposée par les services de l'Etat.

2 - Opter pour une répartition « à la majorité des 2/3 ». Cette répartition doit être adoptée à la majorité des 2/3 de l'organe délibérant dans un délai de deux mois. La contribution et le reversement sont dans un premier temps réparti entre l'EPCI, d'une part, et ses communes membres, d'autre part, librement mais sans avoir pour effet de s'écarter de plus de 30% du montant de droit commun. Dans un second temps, la répartition du FPIC entre les communes membres peut être établie en fonction d'un minimum de trois critères précisés par la loi, c'est-à-dire en fonction :

- De leur population ;
- De l'écart entre le revenu par habitant de ces communes et le revenu moyen par habitant de l'ensemble intercommunal ;

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 029-242900751-20260924-2026_09_145-DE

- Et du potentiel fiscal ou financier par habitant des communes, au regard du potentiel fiscal ou financier moyen par habitant sur le territoire de l'EPCI.

D'autres critères de ressources ou de charges peuvent être choisis par le conseil communautaire. Le choix de la pondération des critères appartient à l'organe délibérant. **Toutefois, ces modalités ne peuvent avoir pour effet ni de majorer de plus de 30% la contribution d'une commune par rapport à celle calculée selon le droit commun, ni de minorer de plus de 30% la contribution d'une commune par rapport à celle calculée selon le droit commun**.

3 - Opter pour une répartition « dérogatoire libre ». L'organe délibérant définit librement la nouvelle répartition du reversement suivant ses propres critères. Cependant l'organe délibérant doit pour cela, soit délibérer à l'unanimité dans un délai de deux mois suivant la présente notification du reversement du FPIC, soit délibérer à la majorité des deux tiers dans ce même délai avec approbation des conseils municipaux dans un délai de deux mois suivant la délibération de l'EPCI. A défaut de délibération dans ce délai, ils seront réputés l'avoir approuvée.

VI. Proposition de répartition retenue par l'organe délibérant pour la contribution du territoire au FPIC 2026

Pour 2026, l'ensemble intercommunal composé de la Communauté de communes du Pays de Landivisiau et ses 19 communes membres, est contributeur au FPIC et cela à hauteur de 299 637 €.

Conformément au pacte financier et fiscal de solidarité (PFFS) approuvé en décembre 2023, il est proposé de modifier les modalités de partage actuel selon les principes suivants :

- La Ville de Landivisiau assume sa part de contribution de droit commun ;
- La CCPL prend en charge intégralement sa contribution et les quotes-parts des autres communes.

	Droit commun 2026	**Dérogatoire libre 2026**
CCPL	-117 912 €	**-229 980 €**
Bodilis	-6 912 €	**0 €**
Commana	-5 289 €	**0 €**
Guiclan	-11 002 €	**0 €**
Guimiliau	- 4 152 €	**0 €**
Lampaul-Guimiliau	-12 512 €	**0 €**
Landivisiau	-69 657 €	**-69 657 €**
Loc-Eguiner	-1 578 €	**0 €**
Locmélar	-2 107 €	**0 €**
Plougar	-3 226 €	**0 €**
Plougourvest	-5 914 €	**0 €**
Plounéventer	-9 500 €	**0 €**
Plouvorn	-14 167 €	**0 €**
Plouzévédé	-8 925 €	**0 €**
Saint-Derrien	-3 302 €	**0 €**
Saint-Sauveur	-3 192 €	**0 €**
Saint-Servais	-3 138 €	**0 €**
Saint-Vougay	-3 796 €	**0 €**
Sizun	-11 770 €	**0 €**
Trézilidé	-1 586 €	**0 €**
Contribution totale	**-299 637 €**	**-299 637 €**

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 029-242900751-20260924-2026_09_145-DE

VI. Proposition de répartition retenue par l'organe délibérant pour le reversement au profit du territoire du FPIC 2026

Pour l'année 2026, le bloc CCPL/communes membres est attributaire d'un montant de 846 400 €.

En appliquant les critères historiques appliqués par la CCPL (avant l'approbation du pacte financier et fiscal de solidarité), la répartition aurait été la suivante :
- part CCPL : 333 072 €, soit 846 400 € x le CIF (coefficient d'intégration fiscale) de la CCPL
- part communes : 513 328 € selon la répartition suivante :
  - part fixe : 30% de 513 328 € divisé par 19, soit 8 105 €
  - part variable : 70 % de 513 328 €, soit 359 330 € réparti suivant les critères :
    Population
    Revenu/habitant : 0.5
    Potentiel fiscal/habitant : 0.5

Conformément au pacte financier et fiscal de solidarité (PFFS) approuvé en décembre 2023, il est proposé de modifier les modalités de partage actuel selon les principes suivants :

1- On constate une évolution positive de l'enveloppe du FPIC de 11 549 € entre 2025 et 2026.
2- L'application du pacte conduit Landivisiau à abandonner la totalité de son FPIC de droit commun qui servira à alimenter la péréquation pour l'ensemble des communes via une DSC « universelle » révisée.
3- La communauté baisse son attribution de FPIC de droit commun pour permettre aux communes hors Landivisiau de retrouver le même niveau de FPIC qu'en 2025, 2024, 2023 et 2022 (*mesure hors pacte financier et fiscal de solidarité*).
4- La CCPL baisse également son attribution de droit commun pour neutraliser des pertes de DGF des communes hors Landivisiau en lien avec l'enrichissement du territoire. A savoir les communes de Commana, Guimiliau, Loc-Eguiner, Locmélar, Plougar, Plougourvest, Saint-Derrien, Saint-Servais, Saint-Vougay, Sizun et Trézilidé pour un montant total de 274 079 € sur 2026.
5- Le montant de FPIC restant à la CCPL sera de 0.

	Dérogatoire libre 2025*	Droit commun 2026	Pertes DGF 2026 compensées cf PPFS**	**Dérogatoire libre 2026*** **
Reversement total	834 851 €	**846 400 €**		**846 400 €**
CCPL	0 €	**310 522 €**		**0 €**
Bodilis	38 414 €	**31 813 €**		**38 414 €**
Commana	59 560 €	**19 944 €**	48 451 €	**78 280 €**
Guiclan	50 750 €	**46 392 €**		**50 750 €**
Guimiliau	34 527 €	**18 905 €**	29 017 €	**57 489 €**
Lampaul-Guimiliau	34 155 €	**24 067 €**		**34 155 €**
Landivisiau	0 €	**92 997 €**		**0 €**
Loc-Eguiner	27 858 €	**6 838 €**	363 €	**18 709 €**
Locmélar	32 246 €	**8 915 €**	2 553 €	**21 784 €**
Plougar	59 217 €	**15 222 €**	25 565 €	**49 749 €**
Plougourvest	36 644 €	**29 111 €**	1 605 €	**36 325 €**
Plounéventer	41 077 €	**39 200 €**		**41 077 €**
Plouvorn	50 478 €	**46 546 €**		**50 478 €**
Plouzévédé	35 292 €	**30 348 €**		**35 292 €**

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 029-242900751-20260924-2026_09_145-DE

Saint-Derrien	43 313 €	**16 784 €**	41 019 €	**66 698 €**
Saint-Sauveur	25 869 €	**17 965 €**		**25 869 €**
Saint-Servais	40 307 €	**14 959 €**	24 621 €	**49 587 €**
Saint-Vougay	46 298 €	**16 429 €**	4 504 €	**30 445 €**
Sizun	150 107 €	**40 004 €**	81 838 €	**129 210 €**
Trézilidé	28 739 €	**7 890 €**	14 543 €	**32 089 €**

** Avec maintien du niveau FPIC 2022 et les compensations de perte de DGF 2025 en lien avec l'enrichissement du territoire*
*** Une partie des compensations de perte de DGF 2026 en lien avec l'enrichissement du territoire se fera via la dotation de solidarité communautaire (DSC)*
Commana : 48 451 €
Guimiliau : 29 017 €
Loc-Eguiner : 363 €
Locmélar : 2 553 €
Plougar : 25 565 €
Plougourvest : 1 605 €
Saint-Derrien : 41 019 €
Saint-Servais : 24 621 €
Saint-Vougay : 4 504 €
Sizun : 81 838 €
Trézilidé : 14 543 €
Total : 274 079 €
**** Avec maintien du niveau FPIC 2022 et les compensations de perte de DGF 2026 en lien avec l'enrichissement du territoire (hors compensation DSC)*

Conformément aux textes en vigueur, les modalités d'adoption de cette proposition sont les suivantes :

- soit par délibération du conseil communautaire prise à l'unanimité dans un délai de 2 mois à compter de l'information du préfet (05 août 2026),
- soit par délibération du conseil communautaire prise à la majorité des 2/3 dans un délai de 2 mois avec accord de l'ensemble des conseils municipaux dans les 2 mois suivant la délibération du conseil communautaire. Si les conseils municipaux n'ont pas délibéré dans ce délai, ils sont réputés avoir approuvé la délibération de l'EPCI.

Le conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement les articles L.2236-1 à L.2236-7 ;
Vu la loi de finances initiale pour 2012, et plus particulièrement l'article 144 ;
Vu la notification du Préfet du Finistère en date du 05 août 2026 faisant état du montant pour l'ensemble intercommunal ;
Vu le bureau en date du 8 septembre 2026 ;
Vu la conférence des maires en date du 15 septembre 2026 ;
Ayant entendu son rapporteur, M. Thierry Marchal, Vice-président ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Décide de répartir le fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC) pour l'année 2026 entre les communes et la communauté de

Envoyé en préfecture le 24/09/2026
Reçu en préfecture le 24/09/2026
Publié le
ID : 029-242900751-20260924-2026_09_145-DE

communes selon les modalités de la répartition « dérogatoire libre » conformément au tableau suivant :

	Montant prélevé définitif - Mode dérogatoire libre 2026	Montant reversé définitif - Mode dérogatoire libre 2026	Sole définitif - Mode dérogatoire libre 2026
CCPL	-229 980 €	0 €	-229 980 €
Bodilis	0 €	38 414 €	38 414 €
Commana	0 €	78 280 €	78 280 €
Guiclan	0 €	50 750 €	50 750 €
Guimiliau	0 €	57 489 €	57 489 €
Lampaul-Guimiliau	0 €	34 155 €	34 155 €
Landivisiau	-69 657 €	0 €	-69 657 €
Loc-Eguiner	0	18 709 €	18 709 €
Locmélar	0	21 784 €	21 784 €
Plougar	0	49 749 €	49 749 €
Plougourvest	0	36 325 €	36 325 €
Plounéventer	0	41 077 €	41 077 €
Plouvorn	0	50 478 €	50 478 €
Plouzévédé	0	35 292 €	35 292 €
Saint-Derrien	0	66 698 €	66 698 €
Saint-Sauveur	0	25 869 €	25 869 €
Saint-Servais	0	49 587 €	49 587 €
Saint-Vougay	0	30 445 €	30 445 €
Sizun	0	129 210 €	129 210 €
Trézilidé	0	32 089 €	32 089 €
TOTAL	**-299 637 €**	**846 400 €**	**546 763 €**

Pour extrait conforme au registre des délibérations,
le 24 septembre 2026.

La Secrétaire de séance,
Sophie PICART.

Le Président,
Henri BILLON.



